N°10

BULLETIN DES SOUPES

Nov 2026



Espace d'expression libre initié par le groupe des soupes-causeries de Quimperlé



SOMMAIRE

Agir ensemble
Lorient - Grève générale et caisse commune de l'alimentation !
Le racisme tue
La faute aux médias
Le rézo de la riso
ON
Aider sans organiser
Répression lycéenne
Chroniques du mouvement social
Récit des samedis
Quelques revendications
La fascisation au travail
"Solidarité" fasciste
La lutte des classes
Nous les animaux
Peur sur la ville
L'antispécisme, c'est quoi ?
Rassemblements
Leclerc-city
Boulot de merde 2
Vidéo-protection ou vidéo-surveillance
Quelques chiffres sur les grandes surfaces

Agir ensemble

Le 17 octobre, presque un million de manifestantes ont investi les rues en France. On a retenu les pillages, la casse, sans quasiment discuter les raisons de la colère. Cette dernière n'est pourtant pas nouvelle, et l'État, qui ne sait plus parler que le langage de la répression, nous montre qu'il est absolument incompétent pour confronter les enjeux qui nous importent : cherté de la vie, explosion des inégalités, dérives de l'IA, effondrement des services publics et des conquis sociaux, crise climatique et de la biodiversité, pollution des terres et des eaux, génocides et guerres...

Les raisons de se mobiliser sont devenues si nombreuses qu'il n'est peut-être même plus temps de parler de revendications. Nous faisons face à une véritable crise de gouvernance. À Quimperlé, de nombreuses personnes se sont mobilisées et tentent de construire collectivement les manifestations. Cela prend du temps, et le résultat est loin d'être parfait : certaines aimeraient que les mobilisations priorisent l'inclusivité et donc le calme, d'autres qu'elles aillent plus loin pour faire entendre nos voix ; certaines préfèrent qu'on décide collectivement des actions, d'autres préfèrent être guidées. Alors on essaye de trouver l'équilibre, par des assemblées, des groupes de travail.

Mais l'important réside peut-être surtout dans ce que nous construisons collectivement. Ces mobilisations sont en effet des espaces d'expérimentation. Les cantines sont par exemple aujourd'hui capables de nourrir 100 ou 200 personnes si nécessaire ; on met en place des ateliers pour créer des banderoles, des pochoirs, des pancartes ; on apprend à fonctionner collectivement en assemblée ; on parle de créer une garde collective d'enfants ; on y distribue ce bulletin, qui livre une parole locale pour parler des problématiques du territoire...

Ce travail de construction n'est pas utile qu'aux moments de mobilisation : il l'est aussi pour la vie quotidienne. Il nous permet de reprendre du pouvoir sur nos vies, et c'est peut-être ça la revendication principale dernière nos mouvements : **sortir d'un modèle social où d'autres décident pour nos vies, guidés par des intérêts qui ne sont pas les nôtres.**

Ce bulletin sort la veille de la grande grève du 5 novembre, où il sera distribué durant la manif. C'est l'occasion de nous rappeler ce qu'a été le syndicalisme à ses origines : un outil pour améliorer les conditions quotidiennes des travailleureuses, mais aussi un lieu d'apprentissage de l'auto-gestion, dans le but de reprendre un jour l'économie en main. Il est l'heure de revenir à ces principes, et il est l'heure de la grève générale !

E.



Lorient Grève générale & caisse commune de l'alimentation !

Pour faire suite aux derniers articles publiés dans le bulletin sur l'aventure autour de la Sécurité sociale de l'Alimentation à la sauce lorientaise.

Ça y est la première Caisse commune de l'Alimentation va démarrer. Et quel jour : celui de l'appel à la Grève Générale du 5 Novembre ! Pour démarrer ce système inspiré par le fonctionnement des premières caisses de solidarité de la sécu.

Cotisation selon ses moyens, droit à l'alimentation selon ses besoins, assemblées participatives, autogestion, sortie des prix de marché, sécurisation des travailleureuses de l'alimentation. Ces ingrédients vont être testé durant les prochains mois avec un premier groupe de 25 foyers membres.

Après la mobilisation de la journée, pour cette première, l'idée est de se retrouver entre membres le 5 Novembre à partir de 18h au centre social de Keryado.

Au programme : la distribution des produits des producteurices conventionnées avec un premier trio de production plébiscité par les membres : les légumes du GAEC du Champs des Tours, de la ferme Bio du Resto et du GAEC des Simones, le pain des paysannes boulangères de la ferme du resto, et les pommes de Gwenaelle du verger de Gore Lannegui ; une assemblée des membres et un repas partagé à prix libre concocté par la Vilaine Cantoche, cantine militante qui se mobilise aussi sur cette journée de grève générale. Puis tous les jeudis en fin de journée pour faire vivre ensemble la caisse.

On a hâte de vous raconter la suite et pourquoi pas imaginer de dupliquer le modèle en pays de Quimperlé?

Si vous avez des questions
contact@ssalorient.org

Sophie pour le CREA-SSA

Comité de Réflexion et d'Action pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation en Pays de Lorient

Le rézo de la riso

Depuis la dernière impression du bulletin des soupes qui commence à prendre de l'ampleur avec des besoins de tirages de plus en plus nombreux, un appel à la réflexion collective sur l'achat et la mise en commun de moyens d'impression est sorti.

Une vingtaine de personnes de collectifs autogérés, artisans ou artistes y ont répondu, montrant un intérêt sur les questions d'auto-éditions ou des besoins d'impressions facilement mobilisables.

Pour répondre à ces besoins partagés, l'idée d'acheter en commun un risographe est ressortie !

La riso kesako ?

Popularisée au Japon dans les années 80, la risographie est une technique d'impression qui combine les aspects du duplicopieur et de la sérigraphie offrant des possibilités de produire des impressions en grand volume, écologiquement et économiquement intéressantes grâce à une encre spéciale à base de soja.

Le côté artisanal et le rendu unique qu'elle permet nous ont également séduit.

Courant Octobre, une première réunion a eu lieu et a permis de confirmer l'enthousiasme des premiers échanges. Les besoins de pouvoir aller jusqu'au bout du processus d'édition sont également remontés : plier, couper, agrapher...

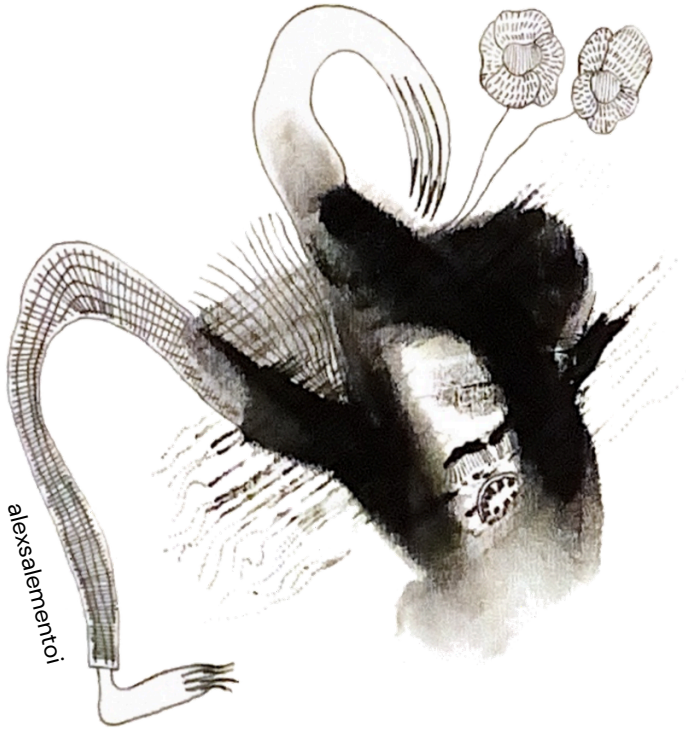
Vers une imprimerie populaire autogérée ?

La réflexion collective va plus loin que le simple achat en commun d'une riso et de matériel et porte sur la copropriété d'usage, l'autogestion, la reprise de savoirs sur l'auto-édition, les techniques d'impression mais également la réparation et l'entretien de ce type de machine.

Cette démarche s'inscrit pleinement dans la logique des communs avec des questions sur l'accessibilité même sans participer financièrement à l'investissement de départ ou avec très peu de moyens.

Une prochaine réunion est prévu courant Novembre pour affiner ensemble la vision de ce projet et une première proposition d'usage collectif.En attendant, nous nous rapprochons de l'atelier McClane basé à Saint Brieuc, un duo d'artistes spécialisé en sérigraphie et auto-édition pour le choix d'un premier achat commun et son utilisation et de l'atelier Quintal à Paris, atelier d'impression et d'édition spécialisé en riso. Une autre source d'inspiration : le fonctionnement des ateliers du Toner des ateliers coopératifs d'auto-édition à Bruxelles pour le futur usage.

Sophie



ON

Ne pas sombrer dans la peur et l'horreur.
Vaut mieux se concentrer sur mes battements de cœur.
À travers ce texte, faire porter ma voix.
La vérité, c'est que je veux juste me rassurer, moi.
Et choquer les racistes tueurs de renois.

En ce moment, ils me volent mon sourire et mon avenir.
Mais jamais ils me retireront mes écrits et mes livres.
Me battant jusqu'au bout sans jamais fuir.
Car ON s'instruit et ON ne s'excuse pas de vivre.
De liberté, ON sera tous ivres.

Nos poings sont des mots.
Nos mots sont des poings.
Notre Histoire est sur nos peaux.
Mais ils oublient qu'on est sur le même bateau.
Et que c'est aussi notre drapeau.

Vy

Le racisme tue
La faute aux médias

Lundi 26 octobre, après un appel diffusé la veille, 200 personnes se sont rassemblées place Charles de Gaulle à Quimperlé en hommage aux victimes de l'attentat raciste de Trappes. Avant de faire une minute de silence, la LDH, Solidaires, la France Insoumise et la CGT ont pris la parole. Des interventions poignantes. Nous en retenons qu'il est l'heure de se réveiller, et de lutter partout pied-à-pied contre le racisme. Texte de la LDH.

Depuis 2022, ce sont 8 crimes racistes qui ont été perpétrés par l'extrême droite. En 2022 c'est le rugbyman argentin Arramburu, 2 militants kurdes et Eric Casado Lopez qui sont tués à Paris en raison de leur origine, couleur de peau ou religion. En 2024 c'est Djamel Bendjaballah qui est écrasé par un militant de la brigade française patriote ; en 2025, Hichem Miraoui est tué dans le Var et ce vendredi 23 octobre, Pengo Bossio Wangi, 26 ans et « espoir français du MMA ». Seuls les 2 derniers crimes ont fait l'objet d'une saisine par le parquet anti terroriste.

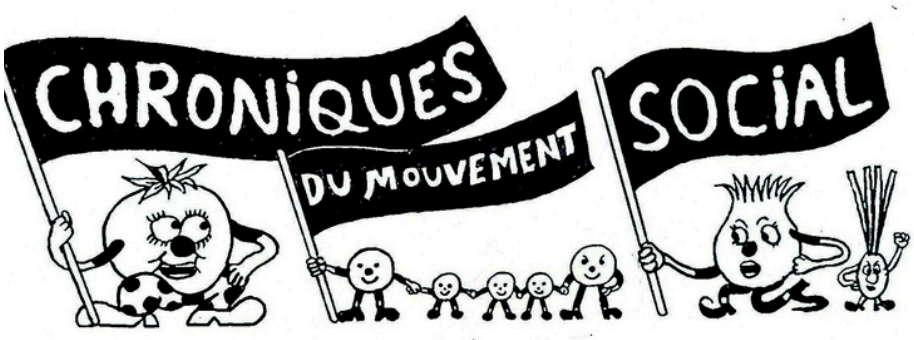
En 2023 le chef de la sous direction judiciaire de la DGSI relevait que « il y a une montée en puissance d'une nébuleuse mondiale. La menace d'ultradroite est perçue comme une véritable menace terroriste, perçue comme la menace numéro un dans certaines démocraties occidentales, notamment anglo saxonnes et la France n'est pas à l'abri ». Depuis 2017 ce ne sont pas moins d'une 20aine de procédures liées au terrorisme d'extrême droite qui ont fait l'objet d'une ouverture d'enquête.

On va nous parler de « loup solitaire » voir de déséquilibré c'est oublier bien vite que ces personnes « ne sont seul qu'au moment de commettre l'acte violent car auparavant ils ont tous fréquenté à minima en ligne, un milieu militant, même virtuel et ils ont baigné dans une prose haineuse où affleurent sans cesse les appels à l'action » (Parquet général de Paris). Depuis plusieurs semaines les médias (Bolloré essentiellement mais pas seulement) distillent leur haine en continu.

Florilège : c'est Jean Quatremer, journaliste à Marianne, qui désigne l'Islam comme « l'ennemi intérieur » ; Retailleau qui évoque une submersion migratoire et un ensauvagement de la société ; Aurore Bergé qui invoque la « liberté d'expression » au sujet de l'idéologie meurtrière du « grand remplacement » et refuse de la qualifier de raciste ; Zemmour disant que « les femmes voilées ne savent ce que c'est la valeurs de la République » et appelle à la remigration au lendemain du 17 octobre : « il y a énormément de noirs qui disent tous Wallah, wesh, le langage absolument abominable qui est le produit d'une colonisation arabo musulmane qui n'existe qu'en France » ; De Villiers d'après qui « on est passé d'une société homogène a une société tribale, multifracturée, multidéculturée, multiconflictuelle. Tant qu'on aura pas le droit dans les médias de faire ce lien entre les désordres, les magasins pillés, les casseurs, les émeutiers, la razzia et l'immigration massive, on ne pourra pas résoudre nos problèmes »... et tant d'autres !

Au-delà de ces éléments de discours et de leur traduction à Trappes ; plus proche de nous, à Lorient et à Brest, ce sont des milices qui se forment prétendant défendre les commerces des pillages lors des mouvements sociaux. Ils agissent en toute impunité et bien souvent sous la protection des forces de l'ordre. Ils refusent d'être identifiés et patrouillent cagoulés, arborant à Lorient, un brassard blanc. Ils justifient le recours à la violence pour protéger les biens et sont autant d'attaques insupportables à l'Etat de droit.

Un infiltré



Encore un joli dessin pour illustrer les chroniques récurrentes du bulletin ! Ici, les « Chroniques du mouvement social », inaugurées dans le bulletin précédent, évoqueront les mouvements sociaux en cours, directement par celles et ceux qui y participent.

Aider sans organiser

Tous les jours étaient présentes sur les blocages lycéens d'octobre à Quimperlé des syndiquées de Solidaires, des profs grévistes, des militantes de LFI ou de simples adultes venus soutenir. Nous pouvions observer les difficultés que le mouvement avait à s'organiser ; c'est normal. Très conscientes de ce qui fait défaut dans le système éducatif et de leur manque de perspectives d'avenir, c'était à elles et eux, élèves, jeunes, de faire leurs choix. Personne n'est là pour décider à leur place. Mais nécessairement, iels n'ont pas toutes les clés sur comment faire entendre leurs voix, comment résister aux discours fallacieux et à la répression (nous non plus d'ailleurs…).

Ce qui a été possible cependant, c'est de leur fournir certains moyens matériels nécessaires à leur organisation : sono, cantines, aide lors des négociations avec la gendarmerie…

Et le mardi 13 octobre, nous avons simplement posé quelques feuilles vierges sur un abribus pour qu'iels puissent noter leurs idées. Dans la foulée a eu lieu une AG, autogérée par les lycéennes, qui leur a permis de poser leurs revendications. Iels n'en étaient pas encore à décider quelle suite donner ici à leur mouvement. Peu importe, car quoi qu'il en soit, une nouvelle génération nous montre qu'elle essaye de prendre en main son destin et qu'elle n'est pas partie pour se laisser faire.

Comme un cheveu sur la soupe

Erreur de QR code dans le dernier bulletin : retrouvez ici le podcast lancé par une soupe-causeuse !

Répression lycéenne

Non, les proviseur.es ne sont pas toustes des « gauchistes »

Attention : passage ironique

C'est ce qu'on a entendu partout sur les plateaux télé. Les proviseures des lycées poussent les élèves à bloquer, trouvant normal que les jeunes « défendent leurs droits » (et puis quoi encore ?). De toute façon l'Éducation Nationale est bourrée de « gauchistes » ; vivement qu'on mette tout ça au pas. Pourtant, nous apprenons avec surprise et joie qu'à Quimperlé, aux lycées Roz Glas et Kerneuzec, ce ne serait pas le cas. La proviseure de ces établissements n'a été vue en train de danser avec les élèves autour de feux de poubelles en lançant des cocktails molotov sur les gendarmes. Quel soulagement de voir que notre territoire n'a pas cédé à l'anarchie organisée par LFI !

Abandonnons ce ton « journal réactionnaire du XIXe siècle » et redevenons sérieux. **À Roz Glas et Kerneuzec, la proviseure a menacé certaines élèves d'expulsion et averti les lycéennes que toute absence injustifiée depuis le début du mouvement sera notée et comptabilisée dans leur dossier Parcoursup.** Tu penses que tes conditions d'éducation sont défaillantes ? Tu sens que ton futur est compromis dans un monde où guerres, IA et climat sont hors de contrôle ? Eh bien ne dis rien, sinon on pénalise un peu plus ton avenir.

Attention : passage ironique

Ajoutons à cela que les gendarmes ont été vus dans l'enceinte de Roz Glas le matin du mercredi 7 octobre (jour sans mobilisation) pour parler dans le hall avec l'équipe d'encadrement du lycée, qui connaît très bien les noms de celles et ceux qui ont participé aux blocages. Rappelons que ces mêmes gendarmes ont fouillé les élèves, leur ont fait subir des contrôles d'identité, ou encore (vous n'êtes pas prêtes)… **ont été vus demander aux voisins du quartier de filmer les mobilisations pour leur fournir des preuves contre les lycéennes.**

Ces gens essayent-ils de comprendre ce qu'il se passe aujourd'hui dans la jeunesse ? Cette question, nous la posons bien sûr aux gendarmes, mais aussi aux proviseures de ces lycées, dont le rôle semble plus être de mater les élèves que de défendre leur avenir. Nous ne pouvons pas laisser des jeunes, qui cherchent à exprimer leur désarroi face à un système éducatif qui tombe en lambeaux, être réprimés de la sorte. Et nous le redisons pour toustes celles et ceux qui pensent que ce mouvement n'est qu'un caprice de la jeunesse: oui, l'Éducation Nationale s'effondre ; nous-mêmes n'avons jamais connu une telle pénurie de profs, une telle pénurie de moyens. **Soutenons les jeunes et exigeons des lycées de Quimperlé l'abandon de toutes ces mesures répressives contre leurs élèves.**

Partout en France, les lycéen.nes sont en lutte et font face à une police hors de contrôle. Nous avons déjà parlé de la répression dans le numéro 9 du bulletin ; nous voulons ici poursuivre l'analyse.

Ce que nous montre cette répression, c'est d'abord évidemment la politique de maintien de l'ordre du gouvernement. Celle-ci s'est vue dans les précédents mouvements sociaux : sans discernement, disproportionnée, capable de mutiler, en toute impunité. Elle ne pourrait exister sans le soutien inconditionnel des médias réactionnaires, qui manient avec brio l'indignation sélective pour manipuler sans morale l'opinion publique : la « violence » d'une poubelle qui brûle éclipse la violence d'un État qui massacre depuis des décennies son propre système éducatif, et légitime dans le même temps la violence de hordes de CRS armés qui matraquent et gazent des mineurs.

Ce que l'on voit aussi, c'est que ce n'est pas l'École Alsacienne qui prend les coups, ce sont bien les lycées de banlieue. Qu'est-ce que cela veut dire ? **Que même contre des enfants, on peut rendre la violence légitime ; cela ne dépend que de l'enfant.** Après tout, en banlieue, ne sont-ils pas naturellement violents ?

Même à Quimperlé, Roz Glas n'a pas le même statut que Kerneuzec ou Kerbertrand : et c'est bien dans le premier – plus vétuste et moins pourvu de moyens – que l'on bloque…

La lutte des classes

Il faut aussi bien se rendre compte de quelque chose : cette logique-là n'a pas d'équivalent récent. Les dernières fois que la police et le pouvoir se sont défoulés ainsi sur des jeunes, c'est lors des émeutes de 2005. Avant cela, ce n'est même pas mai 68, où le nombre de blessés et le nombre d'interpellations était bien moindre. C'est peut-être plutôt à la fin du XIXe siècle, lorsqu'on tirait sur les grèves d'ouvrières, en tuant sans distinction hommes, femmes et enfants. Il est urgent de prendre la mesure de la radicalisation du pouvoir en place : ce dont nous sommes témoins, c'est d'un retour en arrière à très haute vitesse. **Pour défendre la jeunesse, il faut montrer très largement notre soutien et notre indignation : profs, parents, et toustes les autres : rejoignez le mouvement !**



Rassemblements

19/10 : scène caricaturale à la mairie

Le 19/10 midi, rassemblement devant la mairie de Quimperlé pour exprimer une solidarité avec les communes ayant subi des dégradations le 17/10 et appeler au « rétablissement de l'ordre » (ordre républicain bien sûr). 40 personnes sont présentes (essentiellement l'équipe municipale) ; le maire n'est pas là. Un communiqué est lu : « casser c'est mal, ça masque les revendications » (nous résumons). Rien n'est dit du vide sidéral de réponse politique de Macron (réprimer et punir), de l'absence de recherche réelle de sortie de crise, et plus généralement de l'effondrement de nos services publics et de nos conquis sociaux. Allez le Parti « Socialiste », un petit effort. Kerhervé lance : « Mélenchon en prison ! ». La France Insoumise, présente, tente de répondre, mais on ne leur laisse pas la parole. Une personne aux côtés de Kerhervé : « ils sont tellement violents ces gens-là ».

27/10 : crêpes au Flamby

Mardi 27 octobre, 16h, ça s'attroupe en terrasse place des halles et sur le trottoir de la librairie pour accueillir François Hollande. Les uns pour des photos et une dédicace à 22 euros, les autres pour lui faire savoir qu'il n'est pas le bienvenu à Quimperlé !

Casserolade et pancartes au bon souvenir du social-traître : Rémi FRAISSE, on n'oublie pas, El-Khomri au 49.3, PAS MERCI pour MACRON, CICE…

Mickaël QUERNEZ et Loïg CHESNAIS-GIRARD, les deux organisateurs de ce Finistère Tour présidentiel du jour, sont bien là à chouchouter leur idole, à lui apporter des cadeaux souvenir. Poignées de main au derniers fidèles locaux du PS (plutôt propres sur elles et eux et bien sappées, des gens de droite ?) mais surtout sourires de façade durant ces 2 heures interminables pour eux deux.

Qui aurait pu prédire que l'ancien méprisant soit encore aujourd'hui tant détesté ? Les sacs de farine n'étaient pas loin mais l'équipe de sécurité en civil veillait au grain…



Nous les animaux

L'antispécisme, c'est quoi ?

Déjà le troisième texte de cette petite série sur l'antispécisme. Mais au fait le spécisme c'est quoi ?

Le spécisme, tout comme le sexisme, le racisme, l'agisme, etc. est un système pensée qui hiérarchise. C'est une idéologie selon laquelle certaines espèces seraient supérieures aux autres, selon laquelle toutes les vies ne se valent pas. Elle hiérarchise à la fois l'humain au-dessus de tous les autres animaux, et certaines espèces d'animaux non-humains au-dessus d'autres. L'antispécisme remet en cause la suprématie humaine au-dessus de toutes les espèces animales.

Expression du spécisme

Le spécisme, dont fait preuve la majorité de l'humanité, s'exprime à travers notre rapport à la nature. La croyance de la suprématie humaine a conduit notre espèce à la destruction irrémédiable de son environnement, ignorant les conséquences à la fois pour elle-même mais aussi et surtout pour l'ensemble des animaux non-humains victimes de son mode de vie. Ce rapport spéciste à ce qui nous entoure a notamment conduit l'être humain au développement d'un système d'exploitation d'une ampleur exceptionnelle : l'industrie des produits animaux. Si l'être humain s'autorise aujourd'hui à décider du cours de la vie de milliards d'animaux, à faire naître, élever et tuer, c'est bien en raison d'un mode de pensée spéciste.

Cette idéologie dominatrice est ancrée profondément dans nos sociétés. Elle s'exprime de manière insidieuse dans notre quotidien : notre langage, nos expressions ("j'y go ! d'agneau hahaha") contribuent à ancrer et légitimer ces rapports de domination.

Exemples spécistes

L'un des exemples les plus frappants du spécisme à mon sens est la différence de traitement que nous imposons entre les animaux dits domestiques et ceux dits d'élevage. Le chien, le chat, les animaux dits "de compagnie" sont nourris, choyés, idolâtrés, souvent mêmes déifiés. Pourtant, en parallèle, les "propriétaires" de tels animaux perçoivent d'une manière toute autre le cochon, la vache, l'agneau, la poule...

Vous seriez évidemment scandalisé.e.s de voir quelqu'un.e manger un chien ou un chat, moi aussi. Posez-vous la question, pourquoi ne l'êtes-vous pas lorsqu'il s'agit d'un cochon, d'une vache, d'un agneau ou d'une poule ? Pourquoi ne percevez-vous pas ce saucisson dans l'assiette de cacachuètes que vous grignotez au bar comme un morceau de cadavre ? Quelle différence fondamentale vous conduit à choyer un animal pendant que vous vous faites les complices de la mort d'un autre ?

L'antispécisme considère que toutes ces vies ont la même valeur, qu'aucun de ces animaux ne méritent l'exploitation, la torture ni la mort.

J'aimerais aussi parler des animaux marins, des poissons, des crustacés. Une telle différence physique nous sépare que la considération de leur existence et l'empathie envers eux s'en fait inexistante. Pourtant, eux aussi, méritent la vie.

Les liens entre le spécisme et les autres systèmes de domination

Le spécisme est un système de domination intrinsèquement liés aux autres. La domination de l'humain sur les autres animaux est fondée sur les mêmes mécaniques de domination de certains humains sur d'autres : hiérarchisation par la différence.

> *« Le féminisme dénonce la subordination des femmes et des personnes minorisées par le genre ; l'antispécisme, celle des animaux, traités comme des ressources ou des objets sans droits propres. Dans les deux cas, il s'agit de déconstruire les idéologies qui naturalisent ces oppressions. »*
>
> Sandra Guimarães, militante antispéciste brésilienne

Le spécisme est une construction. On ne naît pas spéciste, on le devient.

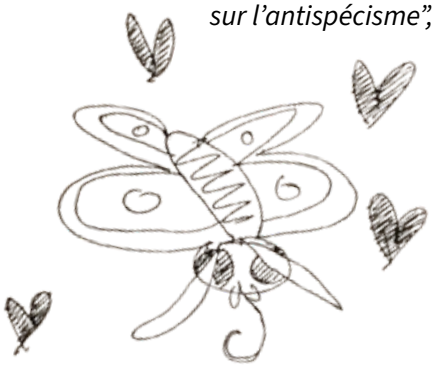
> ***Il est toujours temps de déconstruire les sytèmes d'oppression avec lesquels nous sommes né.e.s.***

Texte sur les liens entre l'antispécisme et le féminisme à retrouver dans le bulletin des soupes de septembre (n°8).

Maelys

Pour en savoir plus :

- *Podcast : Pauline Chanu "Le monde après le spécisme. En finir avec l'oppression des animaux", France Culture, 4 épisodes*
- *Lecture : Jérôme Segal, "Dix questions sur l'antispécisme", éditions Libertalia*



Boulot de merde 2

On me propose une mission en distanciel, je dois d'abord valider mon téléphone par WhatsApp. Une Mélissa, sous titrée « compte professionnel » me contacte. Son image de profil est clairement générée par IA : femme blanche cheveux longs bouclés, dans une voiture place passager. Elle insiste, il faut que je crée mon compte si je veux gagner de l'argent. Je m'exécute. Elle me guide pas à pas, il faut que je lui envoie les captures d'écran. Je travaille pour son compte : valider des notes 5 étoiles sur des produits de ce site marchand. En 10 minutes, je génère 54 euros, elle me félicite. Je serai limitée à 41 produits par jour. Je dois maintenant le faire seule. Les marges sur chaque produit sont 10 fois moins importantes que lorsque je les faisais pour elle. Je génère quand même 20 USDT, soit un équivalent crypto de dollars américains. Comment récupérer cet argent ? Elle m'oriente vers une application, me relance puisque je ne réponds plus.

Leclerc-city

Quelques chiffres sur les grandes surfaces

Suite à la manifestation du samedi 24 octobre, une assemblée a eu lieu devant le Leclerc de Quimperlé. Certain.es ont ensuite échangé avec le directeur de la « grande surface ». Voici un condensé de mes apprentissages (non exhaustif) de cette discussion et de quelques recherches. Début d'une série en 3 épisodes !

En bref, voici quels étaient les éléments clés de son discours :

1 *« Vous parlez de choses que vous ne connaissez pas, vous n'êtes pas légitimes à porter des revendications pour ou contre un certain modèle économique. »*

« Concernant les grandes surfaces, je vous rejoins 2 *dans la dénonciation des multinationales qui se font des marges sur le dos des petits producteurs, mais Leclerc ne fonctionne pas pareil : nous on fait bien vivre les petits producteurs locaux au contraire ! »*

3 *« Je travaille énormément, je vois peu mes filles et je suis toujours à l'écoute des salariées pour m'assurer qu'ils ont les meilleures conditions de travail possible. »*

Chaque épisode reviendra sur chaque question. Pour commencer, apprenons à connaître les grandes surfaces, à Quimperlé et en général.

Le chiffre d'affaires d'une grande surface n'est pas comparable à la logique d'un petit commerce : Leclerc n'est pas un commerce de proximité, c'est une industrie de la distribution qui capte une part hégémonique de la consommation du bassin de vie de Quimperlé et peut donc mettre en péril les commerces locaux.

National *E.Leclerc est le leader de la grande distribution en France avec plus de 24 % de parts de marché.*

Local *Pour un hypermarché de cette taille (environ 6 000 m²), le chiffre d'affaires annuel moyen se situe généralement entre 60 et 90 millions d'euros (hors carburant).*

L'impact réel de la zone commerciale sur les commerces du centre-ville ?

En bref Quimperlé survit bien avec un centre-ville encore à peu près dynamique parce que la ville investit (statistiquement parlant) mais les communes alentours ont perdu leurs commerces alimentaires de centre ville au profit des zones commerciales. À noter aussi que les modes de consommation évoluent en fonction des espaces de travail (dans certaines communes de l'agglo, plus de 80% des actifs ne travaillent pas dans leur commune où ils habitent, et ont tendance à consommer en dehors de leur commune d'habitation, ce qui profite aux zones commerciales).

National *1 emploi créé en périphérie dans une grande surface détruit entre 1,5 et 3 emplois dans le commerce de centre-ville (source : Centre-Ville en Mouvement).*

Local *Le taux de commerces vacants a baissé entre 2019 et 2025 à Quimperlé, mais il est toujours important dans les communes de l'agglomération.*

La réalité sur les marges réalisées face aux producteurices

Leclerc Quimperlé ne fait que peu de marges sur les producteurices locaux qui font partie de son "Alliance Locale" (liste de 45 producteurices dans un rayon d'une moyenne de 50km). Mais à l'échelle nationale, Leclerc a un rôle central dans la définition des prix et donc sur les agriculteurices qui dépendent des négociations avec les coopératives et les fournisseurs (voir prochain bulletin).

National *Leclerc s'est opposé à l'obligation de marger au minimum à 10 % sur tous les produits alimentaires pour dénoncer le traitement similaire entre les agriculteurs bretons et les grandes multinationales type Procter&Gambles. Depuis 2018, la loi Egalim oblige les distributeurs à vendre les produits alimentaires au prix où ils les ont achetés, majorés de 10 %. L'objectif est de protéger les agriculteurs.*

Local *C'est la même réflexion incarnée par le directeur du Leclerc de Quimperlé quand il nous dit : « Les producteurs locaux je les mets bien alors qu'une marque nationale qui vient nous vendre ses produits je la saigne. »*

Spip

Evidemment, j'ai autre chose à faire : j'ai accès aux cryptomonnaies! A moi les Bitcoins et le ruissellement ! Saviez-vous qu'un seul Bitcoin vaut aujourd'hui 68152,40€ ? Bon, la crypto proposée par Mélissa était des USDT qui ne valent par autant mais ça fait un peu rêver quand même. Malgré tout, il y avait trop d'incohérence dans ses propos, à commencer par le site sur lequel elle m'a demandé de m'inscrire qui n'était pas directement relié au site marchand pour lequel j'étais sensée bosser. Je pressentais qu'elle allait me demander d'investir de mon propre argent pour récupérer ce que j'avais soi-disant généré. Et plus les chiffres auraient augmenté, plus la difficulté d'arrêter la machine aurait été importante: j'aurais fini par échanger avec Brad Pitt sur son lit d'hôpital. Donc, je n'ai pas été rémunérée pour ce travail.

Gaby

Temps de travail : 1h45. Rémunération : 0€.

Vidéo-protection ou vidéo-surveillance ?



Le terme de vidéo protection est récent et il s'est substitué à celui de vidéo surveillance qui avait cours jusque dans les années 2010. On nous dit que le vocable « surveillance » est lié à la présence humaine permanente en salle de CSU (centre de surveillance urbaine) mais aujourd'hui l'intelligence artificielle, les logiciels de gestion des flux d'images remplacent l'œil humain. Ces logiciels répondent à des requêtes et des paramètres définis à l'avance ou après coup et qui assurent une « surveillance ciblée ». il s'agit bien, à Quimperlé comme ailleurs d'un dispositif de vidéo surveillance…du reste, la video protection ne protège pas, elle n'a jamais empêché la commission d'un crime ; tout au plus peut elle déplacer le lieu du crime. Ce sont là les principaux enseignements des différentes études et rapports (dont un commandé par la gendarmerie nationale) que semblent ignorer nos forces de l'ordre locales.

Un audit de sureté élaboré par la gendarmerie locale préconise la mise en place d'un dispositif de video surveillance automatisée ou algorithmique. Le maire indique qu'un précédent audit orientait la doctrine de la gendarmerie vers une video surveillance bâtimentaire et qu'aujourd'hui cette doctrine a changé au profit d'une video surveillance de flux aux entrées de ville… sommes-nous à l'abri d'un futur changement de doctrine et de nouvelles préconisations ? Le risque principal est l'engrenage , l'emballement technologique pour plus d'efficacité qui n'a jamais été démontrée.

Le coût de ce dispositif ramené à 40 000 € environ pour la commune est finalement ,somme toute, assez minime et supportable pour Quimperlé…certes mais le coût total hors taxes de 215 000€ ouvre droit à des subventions prises sur le FIPD (Fonds interministériel de prévention de la délinquance) et ce sont autant de subventions qui ne seront pas versées à d'autres dispositifs, associations de prévention et ça doit interroger nos choix de société comme l'éthique de nos élus.

Le référendum portera donc sur l'éventuel déploiement d'un dispositif de caméras aux entrées de ville de Quimperlé… les communes avoisinantes ont-elles été associées, consultées à la mise en place éventuelle de ce dispositif ? Il y aura, à n'en pas douter un effet « domino » qui amènera les autres communes à s'équiper.

Avons-nous besoin de ces dispositifs dont aucune étude n'a démontré l'efficacité dans cette période ou les priorités budgétaires doivent être portées sur la rénovation énergétique, thermique des bâtiments communaux (dont les écoles) ?

Ne devons nous pas agir en priorité sur les violences intra familiales, les violences sexistes et sexuelles qui connaissent depuis plusieurs années une augmentation sur notre territoire (il n'est que de voir les rapports d'activité de l'association Abri Côtier pays de Quimperlé confortés par les statistiques fournies par le ministère de l'intérieur) ?

Nos élus se défendent indiquant que cela faisait partie intégrante de leur programme ; ne démontrent-ils pas là un manque d'adaptation, d'agilité à ce qui doit constituer nos priorités : la sécurité de l'air, de l'eau qui sont autant d'éléments vitaux qui viendront à manquer aux générations futures.

Tous les 2e et 4e mercredis du mois, on se retrouve pour une soupe-causerie.

On ramène ses légumes, on épluche, on découpe, puis on mange en causant de sujets liés au territoire.

Chacun.e peut poser son sujet au menu !

Prochaines soupes : mercredis 11 et 25 novembre, 19h, à la Cantine Divergences

Aider le bulletin

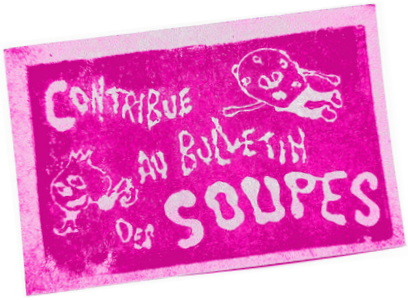
Publication autogérée, le bulletin couvre de l'intérieur les actualités du territoire en donnant la parole à ses habitantes. Diffusé en ligne et distribué gratuitement à Quimperlé et dans les communes voisines, le nombre d'exemplaires imprimés augmente à chaque numéro.

Mais cela a un coût. Pour continuer à diffuser une information locale alternative, nous avons besoin de soutien.

Pour nous soutenir

Nos frais

Tirage ..... **300 ex.**
Papier..... 25 €
Encre..... 55 €



Les bulletins sont à consulter, à collectionner, à distribuer, à afficher, à discuter, à contredire et à faire circuler…

Participez !

Chacune peut participer au bulletin. Vous pouvez envoyer vos textes (3000 signes max!) et/ou illustrations à l'adresse suivante :

bulletin-soupes@proton.me

***Date limite** des envois pour le prochain bulletin :*

mardi 1 décembre